

Un monde malade de la violence de leur société

Dans la nuit du 22 au 23 mai, une infirmière du service de psychiatrie du CHU de Reims a été assassinée par un patient avec des antécédents psychiatriques. Sa mort a évidemment suscité une immense émotion, non seulement auprès de ses proches et de ses collègues, mais dans tout le pays. Ce meurtre résonne plus largement avec une situation de violence quotidienne qu'affrontent tous les salariés de la psychiatrie et de la santé en général.

Mais comment ne pas voir d'où vient cette violence ?

Dans la santé, à l'hôpital public comme dans le privé, elle trahit cruellement le manque de moyens, l'incapacité de faire face aux besoins, de prendre en charge tous ceux qui doivent l'être, dans des conditions de sécurité correctes pour les soignants – et comment séparer ces conditions de sécurité d'effectifs suffisants, pour répondre aux besoins des patients avec respect ? Pourquoi le patient meurtrier, schizophrène, avait-il été sorti de l'hôpital psychiatrique ? Pour faire de la place, on fait sortir des malades, qui, pour certains, peuvent être de véritables bombes à retardement. Oui, il faut des moyens pour la santé, c'est urgent. Macron et le gouvernement versent des larmes de crocodile ! Mais qui a fermé des lits depuis des années, y compris en pleine pandémie ?

Le seul langage du gouvernement : la surenchère sécuritaire

Presque au même moment, trois policiers décédaient dans un accident de voiture, percutés par un conducteur alcoolisé. Là, Macron et ses ministres se sont précipités pour leur rendre hommage. Et, surtout, en profiter pour reprendre le vocabulaire de l'extrême droite en dénonçant la « décivilisation », expression puisée dans le vocabulaire des racistes.

Oui, leur société est violente ! Comme l'a montré le ministre de l'Intérieur, Darmanin, avec son opération Wuambushu à Mayotte où il s'en est pris aux « migrants » parqués dans des bidonvilles détruits par les bulldozers du gouvernement. Comme le montre la loi sur l'immigration du même Darmanin. Comme le montrent leurs flics sitôt que des travailleurs manifestent ou font grève, comme la semaine dernière aux portes de Vertbaudet dans le Nord.

Les Macron et autres Darmanin s'y connaissent bien en termes de violence ! Eux qui prétendent imposer au pays entier une loi sur les retraites dont personne ne veut, en dehors du

patronat. Personne, et pas la lauréate de la Palme d'or Justine Triet, qui l'a rappelé jusque sur la tribune du festival de Cannes !

Pas question de tourner la page des luttes !

L'intersyndicale a dirigé le mouvement tout au long des derniers mois. Mais après le premier mai, elle n'a proposé comme échéance générale que le mardi 6 juin, plus d'un mois après. Et les différents syndicats ont accepté individuellement de rencontrer le gouvernement pour aborder d'autres sujets. Parce qu'il ne faudrait pas que la lutte contre la réforme bloque le dialogue ? Voilà une drôle de façon de « bloquer le pays ». Et après le 6 juin, quelles seraient les suites ? Attendre le baroud d'honneur des députés le 8 juin ?

Le 6 juin, nous devons être à nouveau des centaines de milliers dans la rue.

Non parce que nous aurions quelque illusion sur le projet de loi déposé par les politiciens de Liot. Mais parce que nous voulons en finir avec ce gouvernement et ceux qu'il sert : les patrons.

Ne comptons que sur nous-mêmes

S'unir dans la lutte pour arrêter les attaques patronales, pour répondre à la violence des capitalistes et de leur système, ce serait le seul moyen d'affronter cette soi-disant « décivilisation ». Un combat tous ensemble contre les maîtres de ce monde, qui sont en train de nous emmener à la barbarie pour sauver leurs milliards de bénéficiaires. Un combat qui passe par la construction de toutes les luttes contre les attaques des capitalistes, et par l'organisation pour en finir avec cette société de misère et d'exploitation. Pour les salaires et les revenus, contre les licenciements, contre le racisme, contre la guerre et la crise écologique, face au capitalisme, organisons-nous !

MANIFESTATION
Rdv Lyon Manufacture des Tabac
Mardi 6 juin 11h00

L'EIC déraile !

Le récent déraillement à Chasse vient allonger la liste des événements séculs sur notre EIC. De quoi mettre les chefs sous tension, et inciter la direction à avoir la main de plus en plus lourde en termes de sanctions.

Mais la multiplication des incidents sur notre EIC n'est pas étonnante. Comme par hasard, ils arrivent souvent en fin de service, en fin de matinée ou la nuit.

Si la SNCF s'intéressait vraiment à la sécurité : elle baisserait notre temps de travail pour éviter de nous laisser nous épuiser en poste pendant huit longues heures !

Solidarité avec nos collègues du fret !

Mardi 24 le couperet est tombé. Pour « sauver » Fret SNCF, Clément Beaune et la direction de la SNCF demandent à l'entreprise de supprimer 10% des effectifs (environ 500 emplois) et de céder 23 trafics. Pour tous les cheminots travaillant sur ces lignes, dont les collègues mécanos de Perrache, aucune garantie ni sur les emplois, ni sur les salaires, ni sur les conditions de travail ! Pour l'État actionnaire comme pour n'importe quelle entreprise capitaliste, ce type d'opération d'ouverture à la concurrence est toujours un moyen de mettre la pression sur les travailleurs pour leur faire accepter des reculs ! Face à la division comme moyen de nous attaquer, notre arme doit être notre solidarité !

Paroles et paroles et paroles...

Ce mercredi se tenait une table ronde sur les salaires alors que l'inflation semble ne jamais s'arrêter et que chaque passage en caisse est une angoisse. Après les piètres miettes obtenues aux dernières NAO, on se demande ce qu'on pourrait obtenir de bien nouveau en s'asseyant à la table de négociation avec la même direction !

À Dijon, une grève contagieuse

Lyon, Toulouse, Saint-Denis, et maintenant Dijon : les EIC et en particulier les CCR sont gagnés par la grève ces dernières années !

Dans cette dernière ville, la direction a essayé d'éteindre la colère naissante au PAI (poste d'aiguillage informatisé) en proposant rapidement une prime. Mais en faisant ça, elle a envoyé le message qu'elle était faible. Les collègues de l'EIC de la région ont donc

largement rejoint le mouvement pour dire que les problèmes sont partout les mêmes : le travail de nuit sous-payé, les salaires trop faibles, etc..

Résultat : un week-end de l'Ascension noir sur la région, avec des trains supprimés et d'autres détournés. En AG, les problèmes ont été discutés collectivement. Et si la direction régionale semble provisoirement essayer de faire revenir le calme à coups de primes générales, elle ne fait que prouver que la grève est notre seule arme ! Et on continuera à imposer un rapport de force encore plus grand.

Démagogie anti-immigrés et attaque contre les travailleurs

Gabriel Attal, ministre délégué chargé des Comptes publics, a encore sévi pour dénoncer la « fraude sociale ». Propose-t-il d'en finir avec l'évasion fiscale des milliardaires et des groupes capitalistes ? D'en finir avec les aides publiques colossales qui montent à plusieurs centaines de milliards par an pour les géants comme Total, Stellantis et bien d'autres ? Bien sûr que non. C'est contre les travailleurs, retraités qui plus est, que le gouvernement veut « renforcer les sanctions ». En bon perroquet de l'extrême droite, il pointe du doigt les travailleurs immigrés qui vivraient moins de neuf mois par an en France. Et tout son projet est de la même eau sale.

Manche : nouveaux naufrages de migrants

Soixante-trois personnes ont été secourues en mer durant le week-end alors qu'elles tentaient de gagner l'Angleterre à bord de bateaux de fortune. Dans un premier temps une embarcation ayant perdu son moteur dans l'eau a été secourue au large du Pas-de-Calais par la vedette de la Société nationale de sauvetage en mer qui a ramené sur la côte les quarante-six naufragés. De son côté un navire de soutien a récupéré 17 autres migrants à bord d'une seconde embarcation au large de Oye-Plage. Cette fois tous les migrants ont pu être récupérés sains et saufs mais d'autres drames se produiront dans les semaines et les mois qui viennent tant que les autorités françaises et britanniques refuseront de mettre en place des moyens sécurisés pour que ces hommes et ces femmes puissent gagner le pays de leur choix sans risquer leur vie.

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque, écris-nous à npa.cheminots.lyon@gmail.com